

Dans "leur" régime la baisse comme la hausse conduit à la catastrophe

On ne peut encore dire que la crise de surproduction — lire sous-consommation — a éclaté, bien qu'aux U.S.A. et maintenant en France, l'effondrement des prix agricoles se place au premier plan des préoccupations gouvernementales.

La situation internationale risque d'être alourdie par cet élément nouveau, signe avant-coureur d'une dépression économique générale, et par la peur des tempêtes sociales et des bouleversements politiques qu'elle provoquerait.

Aux U.S.A., frappant le blé, les céréales secondaires, le cacao, le thé, le coton, les produits laitiers et maraichers, la baisse profonde commence à se répercuter sur le secteur industriel : le pétrole, le caoutchouc et même l'acier reculent. Au Canada, en Argentine la tendance est la même, cependant qu'à Madagascar, afin de soutenir les cours, 600 tonnes de vanille viennent d'être détruites. En France, les paysans bretons entrent sur place les choux-fleurs dont le prix offert ne paye même pas l'engrais et, à Poitiers, la C.G.A. menace de réduire les emblavures si l'Etat ne s'engage pas dans une politique de soutien des cours, c'est-à-dire dans une politique de hausse.

En Amérique, le plan Truman de reconstruction mondiale, qui semble témoigner d'un ressaisissement et d'une volonté d'hégémonie destinée à réduire l'expansion stalinienne, est un projet gigantesque et de longue haleine et ne constitue pas, du moins pour l'instant, l'exutoire indispensable qu'exige impérieusement et le plus vite possible une économie pléthorique.

Devant la rapidité des événements, le gouvernement américain pare au plus pressé : il opère des achats massifs afin de freiner l'effondrement des cours, un sénateur parle de distribution gratuite des articles excédentaires, cependant que le mois de février accuse déjà une brusque augmentation de 300.000 chômeurs sur le mois précédent.

Il s'agit maintenant de faire vite, de frapper fort, pour éviter à tout prix le retour d'une catastrophe comparable à celle d'octobre 1929 qui, en vingt-quatre heures, abattit toute l'économie américaine.

Si une telle crise éclatait, ses répercussions seraient extraordinairement vastes et ébranleraient le monde entier. Et si on ne peut savoir quelle serait l'attitude de Staline, on peut au moins supposer que sa position politique serait largement renforcée par les troubles sociaux et le chômage qui, en tous pays, se développeraient. Les portes s'ouvriraient toutes grandes devant les entreprises de domination étatique, de caractère fasciste ou bolchevique, et tous les éléments politiques et économiques d'une guerre se trouveraient réunis.

Ainsi se démontre tragiquement que les peuples sont les victimes du plus odieux des systèmes sociaux : la pénurie engendre la famine parmi les travailleurs, et la richesse d'une poignée de spéculateurs. Quant à l'abondance, elle provoque les mêmes misères, en jetant sur le pavé des millions de chômeurs dont on se débarrasse sur le champ de bataille, alors que dans une société non par-faite, mais tout bonnement logique, cette abondance serait une bénédiction.

L'Axe TITO-MARKOS passe par Vienne

Tout semble indiquer que le Kominform recherche en Autriche la solution de la dissidence communiste. Et ce pays semble devenu aujourd'hui l'abcès de fixation de la poussée nationale des Etats d'Europe centrale.

A Londres, la conférence destinée à mettre sur pied le traité de paix avec l'Autriche pittoresque, les Etats directement intéressés à régler ce problème se regardent et regardent leur proie avec un sentiment de crainte du faux-pas, de la fausse manœuvre qui pourraient paralyser leur initiative.

Les autres Etats d'Europe centrale également intéressés mais indirectement, par l'évolution du problème viennois, restent à l'affût des « attendus », d'un « jugement » qui déterminera le climat de leurs relations futures avec le « grand patron stalinien ».

Au cours de cette conférence, si les deux éternels adversaires s'affrontent, comme ils s'affrontent sur tous les autres points du vaste monde, un troisième élément entre en jeu, élément qui, par sa présence, explique la prudence ouatée des adversaires, élément qui

(Suite page 2, col. 4.)

Les apprentis sorciers

A un moment qui n'est pas si éloigné, les partis de l'actuelle majorité gouvernementale, lorsqu'on leur parlait d'augmenter les salaires, s'écriaient : « Diminuez plutôt les prix ! ». En réalité, la conjoncture économique s'y refusait alors, et ce slogan qui remplaçait la combativité ouvrière par les tractations ministérielles apparut bientôt comme un bla-bla-bla anesthésique.

On aurait donc tout lieu de penser que MM. les Radicaux, M.R.P. et Socialistes se frotteraient les mains de la baisse des prix que nous vivons. En fait, il n'en est rien, et c'est au contraire des clameurs de lamentations que soulève l'écroulement du cours de la pomme de terre sur les marchés provinciaux.

Car tout n'est pas si simple lorsqu'on rentre en jeu ce qu'on a coutume de nommer, probablement par dérision, la démocratie et les institutions républicaines. Nous allons bientôt avoir l'insigne honneur d'être invités à accomplir notre « devoir de citoyens » en allant « urner » pour les élections cantonales. Or, si, dans les milieux citadins, les yeux sont déjà relativement faits, il n'en est pas de même dans les campagnes où les trois partis gouvernementaux s'arrachent à qui mieux mieux la clientèle électorale.

Il est certain que la baisse des prix atteint assez durement ces couches paysannes. La mesure est telle que les cours de l'or ont baissé par suite de la nécessité où se trouvaient les cultivateurs de trouver des disponibilités financières ailleurs que dans des marchandises inécolables. Ils ont vendu de l'or, tandis que les carottes pourrissaient sur place à cause des frais de transport excédant le prix de vente possible. Il est même amusant de constater que certains journaux bien intentionnés ont attribué au succès de l'emprunt cette baisse du métal précieux résultant tout bonnement de la crise. On n'est plus à cela près dans la propagande gouvernementale.

De la sorte, les partis avec une unanimité touchante s'élancent avec surenchère et démagogie à la défense des producteurs paysans. Ce faisant, ils voient bien entendu leurs intérêts électoraux.

Tout le monde parlementaire prêche la politique des subventions, du maintien des cours, de l'exportation forcée vers la bi-zone (on s'en fichait bien, il y a deux ans, de la famine allemande !), vers l'Angleterre. De la sorte, on défend les « intérêts paysans » et ceux du Parti, et tant pis pour les poches où l'on ira prendre l'argent des impôts nécessaires. Ce ne seront certainement pas les poches paysannes, puisqu'il est même question de réduire au minimum les impôts agricoles.

« Il aurait été si simple que la baisse s'effectuât au détail sans avoir lieu à la production », se disent avec regret nos partis gouvernementaux. Car c'est bien là le veau à cinq pattes qu'on recherchait depuis si longtemps. Les ouvriers auraient été contents de vivre pour moins cher, les patrons de voir se détendre la pression ouvrière, les paysans de continuer à faire des bénéfices. De la sorte, le mal, plus encore le seul mal, devenait l'intermédiaire, cause de tous nos maux, et non plus lui-même produit nécessaire d'un système économique, politique et social vicié de la base au sommet.

Or, sollicités de réduire leurs marges bénéficiaires afin de permettre aux producteurs paysans de relever un peu les prix effondrés à la production, MM. les intermédiaires ont fait simplement remarquer que les impôts et les transports étatisés tenaient dans leurs frais une place des plus importantes. De la sorte, ils plaçaient les partis du Gouvernement devant le pénible choix, ou bien de compromettre le budget, donc le gouvernement et même le régime, en renonçant au parasitisme sur les intermédiaires parasites, ou bien de laisser, de-

bout l'obstacle dressé entre la chute des prix à la production et la simple baisse à la consommation. Gageons que la presse bien pensante tournera court sur la question.

Les gouvernements baignent tous dans cette eau, et les communistes et R.P.F. les y rejoignent dans la démagogie électorale. On se trompe en famille dans la même boue, et l'on y acquiesce la même couleur et la même odeur : une bonne teinte électorale. Evidemment il y a bien des zizanie dans la clique politicienne, au sein même du gouvernementalisme : socialistes contre

la subvention aux écoles libres, M.R.P. pour, dirigistes pleins, crypto-dirigistes, colonialisme dur ou mou, etc., autant de motifs pour faire éclater les possibilités d'entente électorale au moment de la grande confrontation du régime avec les extrêmes : communistes et R.P.F.

Parions cependant que ces divergences intra-gouvernementales s'effaceront au cours de la prétendue consultation populaire en même temps que s'effaceront comme toujours les programmes électoraux — et tant pis pour la volonté des électeurs !

MICHEL

En marge du procès Kravchenko LES GIROUETTES

A l'occasion du procès « Lettres Françaises - Kravchenko », nous avions dit ce que nous pensions de ces « intellectuels engagés », issus de la « Résistance » et aujourd'hui « chanteurs » intéressés d'une forme d'organisation du monde qui, à leurs yeux, a un avantage certain, du moins ils le croient, celui de leur permettre de tirer leur épingle du jeu où est engagée actuellement l'humanité.

Lorsqu'on examine leur comportement depuis 25 ans, on est confondu de leurs réactions aussi multiples qu'opportunes devant les soubresauts de ce monde en gestation laborieuse, et il paraît difficile à délimiter l'endroit exact où leur joberaise laisse place à la crupulière, où leur sentimentalité éternitaire laisse place à leur désir de publicité rentable.

La part de sylvaine naïveté, de roublardise candide, de ces « stakanovistes » de la pensée n'a jamais été autant soulignée qu'au cours de la déposition de l'ineffable Albert Bayet au « Procès du siècle ».

Bayet !... Un professeur médiocre, un littérateur obscur, un « historien » ? — qui se rattache à l'école mélodramatique et romancée issue de Michelet — avec, bien entendu, le bonheur de l'expression, la richesse du verbe, en bref le talent en moins — Bayet !... le radical orthodoxe d'abord, le radical bergeryste ensuite, Bayet !... le crypto-communiste, enfin. Bayet, qui avait en 1939... Choisi la Liberté avec un sens des réalités auquel nous devons rendre un juste hommage. Bayet !... enfin revenu à ses premières amours juste à point pour présider la Fédération de la Presse issue de la Libération, ce qui représente pour ce barbare et peu prolifique « journaliste » (sic) une consécration définitive qui, reconnaissons-le, est plus probante que ses « œuvres complètes » (?). Bayet déclarant naïvement au président Durkheim — « Les événements sont mouvants, ils changent suivant les époques, je suis resté, moi, toujours le même. ».

Parbleu, voici enfin dans ce flot de mensonges une vérité dont on peut faire son profit. Bayet est toujours resté Bayet. Bayet a le cœur à gauche, jusqu'à la limite des « emmerdements » possibles. Lorsque ces emmerdements, tels un raz-de-marée, déferlent sur ses convictions fragiles, il fait la planche. La vague étant passée, le Bayet sort de l'onde, reconnaît le vent, repasse le répertoire des déclarations pompeuses et, comme le chien crevé, continue sa route au fil de l'eau, le tout avec des yeux ronds, étonnés, de l'enfant qui vient pour la première fois de mouiller sa culotte, cela avec la roublardise du paysan normand pour qui « la vente du plat » vaut bien une dolée de cidre aigre.

Le Bayet, mais il est, avec des nuances, tiré à autant d'exemplaires qu'il existe d'intellectuels engagés autour de ce journal « litté-ro-stalinien ». Les « lettres mos-coutaires ». C'est M. « Curie », qui, avec un peu de persévérance, arrivera bien à faire oublier la dévotion qui l'a fait inscrire, sur le registre de l'état civil, sous le nom Jerné, nous le reconnaissons, de « Joliot ». Lui aussi avait « choisi la liberté » en 1939. C'est « R. Vaillant », que le « Marat » de « Drôle de Jeu » doit parfois empêcher de dormir. C'est « Paul Rivet », dont on ne peut nier la valeur scientifique, mais qui, lui, ne peut évoquer son ignorance des choses russes. C'est toute l'équipe « d'Action », les Farge, les Cot et les autres. Ce sont ces hauts fonctionnaires des administrations économiques, militaires, judiciaires, dont le prototype, le

procureur Vassart, a été si rudement « mouché » par l'impitoyable H. Jeanson.

Des giroquettes ! ! — oui — tournant au gré du vent politique et qui pourraient, en cas d'expérience « de Gaulle », renforcer le trust des cerveaux présidé par Malraux, avec autant de facilité qu'ils ont mis à lâcher le « père des peuples » en 1939 pour le récupérer en 1943.

Qu'on y prenne garde, derrière cette bonne foi publicitaire, derrière cette naïveté apparente, derrière cette joberaise désarmante, derrière cette évocation des « grands ancêtres », il y a une sécheresse de cœur, un mépris de l'homme moyen en tant qu'homme, un égoïsme de clan, une vénalité spirituelle qui les apparentent à ce « Néron regardant brûler Rome » que nous a laissé la peinture du XVI^e siècle et qui font d'eux une caste qui restera une des plus méprisables que l'humanité ait connues.

M. JOYEUX.

A travers l'Europe

N'oublions pas les 10 millions

Ce sont peut-être même onze ou douze millions d'hommes, femmes et enfants, on ne le sait pas exactement. Les accords de Potsdam (article XIII) avaient décrété le « transfert des populations allemandes » de Pologne, de Tchécoslovaquie (Sudètes) et de Hongrie en Allemagne, et dès 1946 elles ont été expulsées de ces pays ainsi que de Roumanie, de Yougoslavie, des Etats baltes, etc., pour être relouées en Allemagne occidentale où elles rejoignent les réfugiés allemands de l'Allemagne orientale. Même le « New-York Times » en parlant des conditions de terreur dans lesquelles ces expulsions se sont déroulées, y voit un « crime contre l'humanité ». Mais n'a-t-il pas contribué à le péjorer ? Un des résultats de cette émigration massive est la surpopulation de l'Allemagne occidentale dont la population a augmenté d'un seul coup de 30 % (Bavière) et même de 70 % (Schleswig-Holstein). Seule la zone française refuse toute immigration de réfugiés de l'Est. Les réfugiés, pour la plupart d'anciens paysans et artisans, sont socialement déracinés. D'autre part, les grandes villes de l'Ouest ont perdu jusqu'à deux tiers de leur espace habitable. En zone britannique une pièce est habitée en moyenne par huit personnes — c'est la statistique officielle qui le dit. Mais en général plusieurs familles habitent une seule pièce. Les réfugiés végètent dans des granges, des poulaillers et des caves. Les autorités expulsantes leur ont tout pris ; ils n'ont que leurs vêtements déchirés et abîmés. On a constaté dans un arrondissement que sur 5.777 réfugiés 966 n'avaient pas de veston, 1.803 pas de souliers et 1.962 pas de linge de corps. Les enfants sont malades.

Faut-il s'étonner que dans ces conditions la tuberculose, les maladies vénériennes, la sous-alimentation et la mortalité augmentent ? Le chauvinisme aussi...

(Suite page 2, col. 5.)

L'armée n'est rien d'autre qu'un ensemble d'assassins disciplinés.

TOLSTOI.

L'U. R. S. S. Les grandes enquêtes du « Lib »

vue par un anarchiste

DÉPORTATION ET CONCENTRATION (XI)

— N'est-il pas nécessaire de parler du système répressif en général, pour bien fixer les idées sur l'importance de la terreur en U.R.S.S. ?

Le rêve de toujours des Russes a été de faire cesser les déportations, de fermer les prisons. Les déportations administratives (actes d'arbitraire, sans jugement) surtout.

La Révolution de 1917 apporta un immense espoir. Mais si prisons et bagnes furent incendiés, très vite le pouvoir bolchevique se renforça. Le système des déportations terribles fut reconstitué, amplifié si l'on peut dire.

La terreur s'est instituée très vite. Cependant, il faut distinguer trois périodes.

1^{re} PERIODE : après la victoire du parti communiste, ce fut le combat pour éliminer toutes les opinions adverses. On liquida les membres actifs des organisations démocratiques, des partis socialistes, les anarchistes.

Les noms des opposants furent recherchés même dans les archives tsaristes de 1903-1905.

La plupart de ceux qui furent arrêtés étaient d'anciens prisonniers politiques. Ils retrouvèrent les bagnes d'autrefois, souvent les mêmes gardiens. Parmi les gardiens, quelques nouveaux qui étaient d'anciens compagnons de captivité, devenus bourreaux parce que communistes...

2^e PERIODE : à partir de la mort de Lénine, avec la liquidation de la N.E.P., la persécution de l'opposition communiste, le commencement de la collectivisation, c'est par millions que l'on compte les victimes.

La population de villes et villages entiers fut déportée vers les régions éloignées, dans les forêts de Sibirie.

Les morts par la faim, le froid, le scorbut, la fatigue furent si nombreuses que Staline lui-même permit aux parents de confier leurs enfants à leurs proches non déportés.

3^e PERIODE : à partir de 1933, quand l'opposition communiste devint acharnée, les vieux communistes, sincères, remarquèrent que le bolchevisme avait pris un mauvais chemin, vers l'esclavage, et ils manifestèrent leur mécontentement assez ouvertement. Avec la famine de 33, même les couches privilégiées du parti se réveillèrent, s'inquièrent de la rudesse du régime du travail avec le premier plan quinquennal.

Les discordes internes du parti créèrent la méfiance. Les accusations réciproques furent suivies de LIQUIDATIONS MUELLES.

Les « TROIKAS » (comités de trois membres ayant tous les pouvoirs) épu-

rèrent suivant leur propre tendance. Les hommes de Jagoda supprimaient les staliniens, Jégov fit disparaître les anti-staliniens. Lorsque Béria leur succéda, il supprima les uns et les autres. Ce fut l'époque des cliques.

Toutes ces exécutions furent possibles parce qu'il n'y avait aucune expression de liberté et que tout le pouvoir était concentré dans le Politburo, dont une grande partie fut finalement supprimée au profit de Staline.

Des 70 personnages qui étaient alors à la tête des commissariats et républiques, 50 au moins furent supprimés.

Aucun citoyen russe ne fut à ce moment certain de sa liberté. Il suffisait que dans une réunion (syndicat, parti, komsomol) quelqu'un accuse un homme pour qu'on fasse disparaître ce dernier. Un témoignage suffisait comme dénonciation et entraînait la condamnation ; quiconque avait des relations avec l'étranger ou y avait résidé, était arrêté et déporté.

(Suite page 2, col. 3.)

Fédération Anarchiste PARISIENS !

Ce que Garry Davis ne vous a pas dit !
Ce qu'il faut faire pour éviter la guerre !

La FEDERATION ANARCHISTE vous le dira
au cours du

GRAND MEETING PACIFISTE

DE LA SALLE WAGRAM

qui se tiendra

LE 4 MARS 1949, à 20 HEURES 30

sous la présidence de SERGE NINN, Secrétaire général de la Fédération Anarchiste

LAPEYRE

Secrétaire de la 9^e Région

LAVOREL

Secrétaire de la 8^e Région

BADER

Secrétaire de la 12^e Région

LOUVET

Secrétaire de la Confédération Générale Pacifiste

JOYEUX

Secrétaire National à la Propagande

FONTAINE

Secrétaire de la Commission Educative

BOUCHER

Secrétaire de la Commission Syndicale

LAISANT

du Cartel international de la Paix

ROTOT

Secrétaire général de la Confédération Nationale du Travail

DESAJIS

de la Commission des Jeunes

La semaine prochaine :
LES PRISONS - LA N.K.V.D.

ARTICLES SUIVANTS :

— L'ARMÉE

Nous répondrons à la question : Si ce que disent les anarchistes est vrai, comment expliquent-ils que les Russes aient pu gagner la guerre ?

— LE PARTI



Pour avoir refusé de partir en Indochine, deux gardes républicains viennent d'être condamnés à des peines extrêmement légères et ont bénéficié du sursis. Le juge s'est même excusé : « Il le faut, messieurs, c'est pour l'exemple ! »

On comprend bien l'embarras du pauvre juge ! Gardes républicains et assimilés, gendarmes, filles et poulx forment le troupeau « d'élite » dont la tâche, noble entre toutes, est de pousser sur les voies du sacrifice et de la « gloire » et, au besoin, à grands coups de crosse dans les reins, les fesses ou les cuisses qu'importe, hélas ! le seul et sordide souci alimentaire.

Et si j'avais été à la place d'un de ces malheureux gardes, voilà le petit plaidoyer que j'aurais fait :

« Messieurs, j'étais maigre et pauvre, et j'avais l'espérance d'un gigot ou de quelque bon morceau d'iluminati ma vie. Comme le juge rayé a toujours eu, pour moi, une irrésistible attirance, je décidai de vous offrir et mes bras et

PLAIDOYER

mon cœur, et fis serment de vous servir avec la loyauté et la fidélité canine, qui caractérisent tous les bons domestiques. Je devins donc un chevalier de la malraque et c'est avec joie que je me mis sur les griffes, car j'ai une conscience professionnelle hautement développée et le goût du travail bien fait. Etant bon catholique et ayant résolu la même opinion politique que celle de mes maîtres, je suis toujours prêt à servir. Lorsqu'il le faudra, et sans hésitation, je lirai dans le dos des lâches qui ne veulent pas mourir pour la patrie, et frapperai sans pitié tous ceux et jusque y compris les femmes, les enfants et les infirmes, qui oseraient douter de la grandeur de ceux qui me nourrissent.

« Des lors, messieurs, il est incompréhensible que je sois, moi, votre meilleur domestique, envoyé dans ce pays lointain et meurtrier alors que les ennemis de l'ordre pullulent et que la guerre d'Indochine est une excellente occasion de s'en débarrasser.

« Il est donc de votre intérêt et du mien, de me caresser en bon sans, surtout que je vais être père de famille nombreuse, la matrice de ma femme étant profondément patriote !

« Ce n'est donc pas votre clémence que j'implore ! Je m'adresse surtout à votre volonté d'assurer la grandeur et le prestige de la patrie. Il faut dissiper ce tragique malentendu dont je suis la victime, une France sans gardes républicains risquant d'être aussi inefficace qu'une prison sans gardes-chiourme ! »

La Jeunesse et Nous

L'AJISME

Les Anarchistes au sein du C.L.A.J.

Réjouissons-nous ! Le combat mené par le *Libertaire* et par les militants pour l'indépendance de l'Ajisme ne sera pas passé inaperçu.

Cependant, nous ne pouvons admettre qu'on nous prête des intentions qui sont celles de nos adversaires !

Une franche et brutale explication s'avère donc nécessaire :

Répondons d'abord aux « farouches défenseurs de l'Ajisme » contre le « novatisme anarchiste ».

Nous dénonçons la manœuvre classique qui consiste à crier au voleur pour ne pas être pris.

Les jeunes politiques qui se sentent par trop « isolés » ils ont donc repris ce vieux truc.

Ils ont crié au congrès de la Région Parisienne de Maisons-Alfort contre le Gaullisme, puis au dernier, le 16 janvier, à Paris, ils agitent l'épouvantail de l'Anarchisme !

Par ces méthodes, qui relèvent du plus bas électoralisme, ils cherchent à rallier à eux les camarades hostiles à toutes tentatives de colonisation afin de gagner des voix lors des élections et de se faire nommer à des postes de responsables où ils pourront faire un travail plus ou moins adroitement orienté, faisant du mouvement un instrument centralisé au service de leur politique, sous le couvert de l'EFFICACITÉ.

Ils cherchent donc, par ces manœuvres, de se faire passer pour les meilleurs défenseurs de l'Ajisme indépendant, alors qu'en fait, leur seul but est

La Fédération Anarchiste

ouvre un

CONCOURS D'AFFICHE

POUR LE « LIBERTAIRE » !

et fait appel à tous les dessinateurs !

Le gagnant du concours aura la satisfaction de voir son œuvre sur tous les murs de France !

Envoyer vos esquisses à Joulis, 145, quai Valmy - Paris.

F. A.

Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e

Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

AVIS TRES IMPORTANT

Tous les communiqués, avis, réunions, doivent essentiellement parvenir à la Rédaction du *Libertaire*, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), pour le lundi midi dernière heure. Tout communiqué, parvenant directement à l'imprimerie, ne sera pas inséré.

2^e REGION

Conseil Régional du SAMEDI 26 FEVRIER à 20 h. précises, PALAIS DE LA MUTUALITE, SALLE X.

Présence indispensable de tous les délégués des groupes de la Région.

Paris-XV^e. — Réunion du groupe tous les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois à 20 h. 30, café Le Bouquet, 7, place Charles-Michel.

Groupe Louise Michel, 18 (Goutte-d'Or), la Chapelle, Butte-Montmartre, Barbès, Grande-Grande, Prochaine réunion du groupe jeudi 24 février, à 20 h. 30, rue Léon 18 (angle rue Leclerc), métro Barbès, Château-Rouge, Marcadet-Poissonniers.

Paris-Est. — Réunion des militants jeudi 22 février, local habituel, 41, rue Péron (11^e).

Montreuil-Bagnole. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois à 20 h. 30, Café du Grand Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil. Métro Roquette, Océan de jour. Compte rendu financier et d'activité. La propagande. La vente du « Libertaire ». Tous les camarades feront l'impossible pour être présents.

3^e REGION

A tous les groupes et camarades isolés et désirant faire une réunion publique à l'occasion de la tournée de Paul Lapeyre, écrire avant le 27 février au 38, rue de la Chèvre, Me¹.

Les camarades se trouvant isolés et désirant la carte de la F.A. ou tous renseignements, écrire même adressé.

de discréditer les Ajistes qu'ils soient anarchistes ou non) partisans de l'apolitisme réel du C.L.A.J.

Bafouant les principes fondamentaux de l'Ajisme : formation des jeunes par la prise de conscience, puis la prise de responsabilité, auto-gestion, auto-direction, etc... Cette Mafia veut tenter d'imposer ses volontés en dictant du sommet des ordres à la base.

Or, la valeur éducative de l'Ajisme est fonction des débats qui ont lieu dans les groupes sur les problèmes se posant au mouvement et nous en resterons les défenseurs et nous continuerons à exiger que les positions prises au sommet le soient en fonction des décisions des groupes.

Qu'est-ce donc que l'indépendance de l'Ajisme ?

Non pas un refus de poser les problèmes sociaux, car l'indépendance ne serait alors qu'une arrière-pensée, une position de conservatisme social camouflé. L'indépendance ne peut donc être que l'indépendance vis-à-vis des partis et groupes politiques, la recherche autonome des solutions Ajistes, la structure fédéraliste du mouvement, son irréductible opposition à l'Etatisme. Mais le mouvement Ajiste ne peut s'interdire d'être, au sens large du mot, socialiste, libertaire, révolutionnaire.

Et qu'est-ce donc qu'on dit et on fait les anarchistes ?

Ils ont affirmé justement que l'Ajisme dans la mesure où il était indépendant et apolitique, avait un incontestable contenu libertaire, un esprit qui devait conduire les meilleurs de ses militants à des positions explicitement anarchistes.

Il est évident que professer une telle opinion, c'est s'interdire toute manœuvre, toute conquête bureaucratique du Mouvement Ajiste, toute colonisation.

C'est justement parce que, de notre point de vue, l'Ajisme a de lui-même un contenu socialiste libertaire que nous considérons comme absurde l'affirmation selon laquelle nous aurions voulu le lui imposer.

Nous pourrions en dire autant de l'attitude anarchiste dans les syndicats.

(Suite de la 1^{re} page)

Si quelqu'un d'important était arrêté, la famille (y compris les membres éloignés) était déportée comme politiquement dangereuse. Les plus âgés parmi les intellectuels (professeurs, médecins, journalistes, écrivains) formés sous l'ancien régime, payèrent un très lourd tribut à la déportation.

La totalité des émigrés politiques cherchant un asile en U.R.S.S. fut emprisonnée ou déportée, des colonnes permanentes de représailles comme agents des Etats capitalistes. Ils étaient mis dans l'obligation de s'accuser les uns les autres, après s'être accusés eux-mêmes.

Et les persécutions, au point culminant, furent arrêtées brutalement par la main magique du nouveau maître Beria, qui supprima les troïkas. Les persécuteurs du genre Jégov furent à leur tour déportés ou fusillés.

A Moscou, on demanda à Staline, qui ne pouvait ignorer cela, pourquoi il avait permis cette suite d'horreurs qui indignaient l'opinion à l'étranger. Il répondit : « Si nous arrivions à trouver des raisons, ceux de l'extérieur nous approuveront ».

« Peut-on dire, sans exagérer, que le régime de Staline est plus féroce que celui du tsar ? »

Le régime stalinien condamnait à mort, mais dans les cas où le meurtrier était pris les armes à la main seulement. Aujourd'hui, il n'y a pas de condamnation à mort à proprement parler, mais

Le militant anarchiste a fait un véritable travail anarchiste quand il a défendu, contre les politiques et les pseudo-indépendants, la véritable autonomie de l'Ajisme, sa nature libertaire, l'esprit d'auto-organisation qui le caractérise. Voilà notre « credo ».

Chaque Ajiste peut voir par là que les accusations intéressées portées contre nos militants sont sans fondement, et qu'ils nous montrent la pauvreté de la formation sociale de ceux qui les répandent, à moins qu'il ne s'agisse de malhonnêteté pure.

Que *Le Libertaire* publie des papiers traitant de l'Ajisme : quel de plus normal ?

Nous n'avons jamais songé à reprocher à la Vérité, l'Avant-Garde, la Jeune Garde, le Drapeau Rouge, la Gauche, les Trois Flèches, etc., etc., journaux politiques, avec lesquels nous sommes fatalement en désaccord, d'avoir passé des articles sur ce sujet, et pour le plus grand développement du C.L.A.J., nous souhaitons au contraire voir toujours plus de propagande dans la presse.

Que certains Ajistes, hâtivement baptisés anarchistes (par eux-mêmes) aient eu une attitude équivoque, une allure « novatiste », qu'y pouvons-nous ?

Ceux-là n'ont rien à voir avec la Fédération Anarchiste et ignorent son esprit.

Et, afin de couper le cou à tous les « canards » qui pourraient circuler sur notre compte, la Commission « Jeunesse » de la F.A. a obtenu, à titre tout à fait exceptionnel, de rendre public l'accord strictement intérieur pris par le Conseil interrégional de la F.A. des 11 et 12 septembre 1948 :

« Le C.I.J. entend le rapport de la Commission compétente (Jeunesse) et entend les délégués des Régions. Précise :

« Que le travail de propagande doit consister essentiellement à montrer aux militants Ajistes que les idées anarchistes sont adaptées à l'esprit libertaire qui anime l'Ajisme.

« Que les militants du M.L.A.J. appartenant à la F.A. n'ont en aucune façon l'intention de « noyauter » le M.L.A.J. ou le C.L.A.J., mais au contraire de démontrer contre toute tentative de politisation la structure et l'esprit fédéralistes du Mouvement Ajiste laïque ».

La cause est entendue, nous voulons le croire.

COLOMBES

GRANDE MATINÉE ARTISTIQUE

sous la présidence de Charles d'Avray, au profit de l'entraide libertaire du secteur Ouest. Dimanche 27 février 1949. à 14 h. Salle Municipale, rue Julien-Galli — Colombes

PREMIERE PARTIE

Numéro d'honneur : LAISANT, poète ZARA, parleur sahir

Mlle DUVOISIER, chanteuse Accompagnement CH. D'AVRAY

Mlle LINA DELORME dans les œuvres de PREVÈRE

DEUXIEME PARTIE

M. PRIMET, poète de la Vache-Euragie

Mlle SANTA-CRUZ et son accordéon dans ses œuvres

M. DEHEU, de la Vache-Euragie, dans les œuvres de G. Gouté

M. JACQUINOT, artiste dramatique

MISE AU POINT

Nous avons, dans le « Libertaire » n° 162, mis en cause M. Aimé Coulandon, comme étant l'auteur, dans le journal « La Montagne » de l'article « Au Royaume d'Utopie ».

M. Coulandon nous signifie qu'il est éligible, qu'il ne possède pas d'actions au journal « La Montagne », et qu'il n'est pas l'auteur de l'article que nous avons intitulé « Le Royaume d'Utopie ». Quant au reste de nos affirmations, sans caractère diffamatoire, les Clermontois leur aurons fait le sort qu'ils méritent... M. Coulandon était, à ce moment, dans cette ville.

U. R. S. S.

les condamnations sont nombreuses et se font EN SECRET. CE SONT DES SUPPRESSIONS PLUS QUE DES CONdamnATIONS.

L'U.R.S.S. est le seul grand pays où il y ait des tribunaux secrets. Ceci s'explique du fait qu'il n'y a aucune preuve contre la plupart des condamnés.

« Ce que vous appelez déportation n'est pas forcément l'internement dans des camps.

« Non, mais c'est tout de même quelque chose de terrible. La déportation, c'est en termes officiels le « déplacement spécial », le SPETZPERSELENE.

Ainsi, on a créé des villages et... DES REPUBLIQUES ENTIERES.

Quelques exemples : quand on a supprimé Zinoviev et les siens, on a aussitôt déporté des milliers d'ouvriers de l'usine Poutilov, de Léningrad, considérés comme sympathisants zinovévistes. On leur donna 48 heures pour partir.

DES REPUBLIQUES de Sibérie et d'Asie Centrale, qui n'avaient qu'une mince population indigène, ONT ETE PEUPLEES DE DEPORTES : Tadjikistan, Uzbekistan, Kazakstan. Dans ces républiques donc, presque toute la population européenne est faite de déportés. Dans la république de KOMI, toute la population sans exception, du manœuvre à l'agent du N.K.V.D., est composée de déportés. Les policiers de cette république sont des policiers déportés par mesure disciplinaire.

« Quel est le régime des déportés ? »

« Les déportés sont condamnés au travail pour l'Etat, généralement dans les forêts. Ils doivent eux-mêmes construire les villages. Ils sont contrôlés tous les dix jours. Ils ne peuvent quitter les lieux évidemment. Ils ont dans la république où ils se trouvent des droits politiques s'ils ne sont pas des politiques, s'ils sont des koulaks par exemple. S'ils sont politiques, qualifiés officiellement d'« éléments socialement dangereux », ils ne sont pas même incorporés dans l'armée, même en temps de guerre.

« A côté de ces « déplacements spéciaux » ou déportation proprement dite, il existe bien des camps de concentration ? »

« Il y a même une seconde façon de déporter : c'est l'interdiction de séjour dans un rayon de 100 kms autour des villes importantes. Cette interdiction est prononcée pour des cas légers par les pouvoirs locaux.

« C'est pour les cas graves que les condamnations, faites par les tribunaux ou les troïkas, entraînent : la déportation ou la concentration.

« On entre dans les camps au moins pour 5 ans ou 10 ans.

Il y a des camps dans toute la Russie, mais les plus importants, les plus mortels, ceux où l'on garde surtout des politiques (quoiqu'il y ait dans tous les camps des droits communs et des politiques), sont les camps d'extermination des régions de Mourmansk, Arkhangelsk, de la république de Komi, des îles Solovetski, etc. Dans ces camps, où la nuit règne presque toute l'année, étant donné la latitude, la faim et le froid sont les premiers bourreaux.

« Qu'a-t-on appelé « isolateurs politiques » ? »

« Les isolateurs politiques sont des prisons spéciales pour les internés ayant eu des activités politiques importantes — démocrates, socialistes, anarchistes, etc. — ainsi que pour ceux qui sont en route « tombés de la voiture de Staline », non seulement des responsables du parti, mais tous les hommes connus, les Boris Pilniak, les Iachinsky, Kolzov, etc... »

« Les isolateurs politiques existent dans les villes, mais aussi à l'intérieur des camps. »

« Il y a les DROITS COMMUNS QUI SONT PRIVILEGES si le délit qui leur est reproché n'atteint pas aux intérêts de l'Etat (ceux qui ont volé des biens publics, qui ont forcé des coffres-forts, les faux-monnayeurs, sont criminels contre l'Etat et fusillés). »

« Les voleurs au détriment de l'Etat pour des valeurs de peu d'importance ne sont pas fusillés. Ils sont dans des camps mais, ainsi que les saboteurs et les condamnés pour POGOLU (), sont des non-privilegiés.

« Dans les camps, à côté de tous ces droits communs, il y a un grand nombre de kolkhoziens, condamnés par exemple pour avoir glané ou volé du grain dans les champs kolkhoziens.

« Ceux-là ont jusqu'à 5 ans d'I.T.K.

« Justement, l'I.T.K. est-il toujours confondu, avec le camp de concentration ? »

« Non, l'I.T.K., c'est une formule de peine (travaux forcés) qui est accomplie SOIT DANS LES CAMPS s'il s'agit de temps de peine élevée, ou s'il existe un camp à proximité où lieu du jugement, SOIT EN PRISON dans les cas contraires. La peine d'I.T.K. est alors accomplie dans la prison même ou dans une usine voisine (le concerné réintègre sa prison le soir).

« A qui est confiée l'organisation générale des camps ? »

« Certains camps dépendent du NKVD, d'autres du ministère de la justice, d'autres enfin des autorités militaires.

« Un point qu'il importe d'éclaircir pour nos lecteurs : quel a été le sort des émigrés en U.R.S.S. ? Ont-ils été exterminés ? »

« Presque tous ont disparu. Vous avez vu le sort des Espagnols républicains à Karaganda. Je vais vous parler d'un cas plus connu : celui des Polonais qui, en 1939, après la défaite et le partage de la Pologne, se réfugièrent en Russie. Ceux qui s'échappaient de la zone allemande crurent y trouver un asile.

« Les autorités soviétiques les déportèrent en Sibérie, dans l'Oural, en Komi. Les hommes ou femmes isolés furent jetés dans des camps après avoir reçu l'appellation d'« éléments dangereux pour l'U.R.S.S. ». Les familles étaient, elles, déportées dans les régions de « déplacements spéciaux » pour y construire et y abriter du bois.

« Notez que la plupart étaient des ouvriers COMMUNISTES ou COMMUNISANTS ou DES JUIFS qui fuyaient Hitler.

« Ceux des camps moururent dans les premiers mois. Les autres, les « déportés », même les vieux, les infirmes, durent travailler aux coupes de bois dans les marais, la tourbe, sans nourriture presque, presque sans habits. Une grande partie mourut, surtout les vieux et les enfants qui, dans l'Oural, ne supportèrent pas les -40° et les -60°. Les mères devaient travailler, les petits jusqu'à l'âge de 5 ans contractèrent tous la pneumonie.

« Les soldats et officiers polonais furent traités en ennemis. On se rappelle des massacres de Katyn (15.000 officiers polonais, non pas tous des bourgeois, mais souvent des intellectuels mobilisés). Si même ce sont les Allemands qui ont commis ces crimes, pourquoi les Russes ne libèrent-ils pas ces officiers, pourquoi furent-ils livrés ? »

« En 1941, après l'attaque de Hitler, l'accord entre Staline et Sikorski permit de libérer tous les Polonais, sauf quelques politiques.

« Ils étaient tellement dispersés que des avions furent employés pour répandre le texte de l'accord par tract. Certains ne furent libérés qu'un mois plus tard. Ils étaient couverts de poux, vêtus de haillons, épuisés, d'une santé extrême.

« Les Staliniens ont prétendu qu'en déportant les Polonais, ils les avaient sauvés. Mais si Hitler avait attaqué un an plus tard, il ne serait plus resté de Polonais à sauver ! FONTAINE.

MARTIN.

VANCIA.

L'AXE TITO - MARKOS

passé par Vienne

(Suite de la 1^{re} page)

justifie l'attention des Etats balkaniques.

« Ce troisième élément c'est la Yougoslavie de Tito l'hérétique.

Moscou se trouve placée dans l'alternative d'abandonner la revendication yougoslave et se servir de la Carinthie, province autrichienne en litige comme monnaie d'échange, ou malgré le différend qui l'oppose à Belgrade, continuer à soutenir la revendication yougoslave.

Le Kremlin a choisi la deuxième solution.

Ce choix s'explique : la dissidence yougoslave, les secousses qui en sont résultées en Albanie, en Grèce, en Pologne, etc., ont ouvert les yeux de Staline. Certes, il continue à condamner les hérétiques, mais il modifie sa politique balkanique de manière à pouvoir à son tour bénéficier de la vague nationaliste qui déferle sur les Balkans.

Le tournant est habile et il est certain que, si la démonstration que tente Staline — à savoir que les intérêts soviétiques ne sont pas forcément contraires aux intérêts internationaux des puissances satellites est probante, il aura retiré au néo-communisme un des principaux facteurs de sa propagande.

Il y a là une opération qui n'est d'ailleurs pas nouvelle et nous avons connu, une époque, en 1932, où Moscou condamnait vertement Doriot coupable de vouloir l'unité d'action avec les socialistes, ce qui ne l'empêchait pas une fois l'hérétique liquidé, de reprendre et de réaliser pour son compte la formule condamnée précédemment.

Soyons certains que Moscou ne soutient les revendications yougoslaves que pour ces raisons précitées. Il est d'ailleurs probable que malgré la condamnation de Markos, la diplomatie russe s'orientera vers le règlement du problème de la Macédoine dans le sens prévu par les accords secrets Markos-Tito, ce qui n'empêchera pas le Chef des partisans grecs, assez maladroite pour s'être laissé kidnapper, de finir son aventureuse carrière à la barre d'un tribunal spécial, en édifant le monde par les aveux publics de ses fautes et le regret de les avoir commises.

L'impérialisme américain, lui, sent la faille qui existe dans le bloc balkanique et il se rend compte que les principes qui présideront au règlement du problème autrichien peuvent par leur répercussion, être décisifs sur l'évolution du problème balkanique. C'est pour cela qu'à Londres sa diplomatie se montre plus souple, moins cassante qu'à Berlin.

Il a le sentiment que le moindre faux-pas risque de lui refermer la porte qui s'est entr'ouverte sur le monde oriental. Son intransigence au sujet de la Carinthie en faisant bon marché des aspirations nationales de la Yougoslavie, dressera contre lui les ombreuses démocraties populaires de l'Europe centrale.

D'autre part, en abandonnant l'Autriche, seul îlot démocratique qui subsiste dans le bassin du Danube, il risque de renforcer l'influence stalinienne sur les satellites. Il est probable qu'à présent un certain nombre d'hésitations, Truman se décidera pour le retour à l'Autriche de la province litigieuse, quitte à obtenir pour les minorités un statut particulier qui sera une nouvelle pomme de discorde dans l'imbroglio danubien et qui laissera la voie libre à de nouvelles poussées du nationalisme yougoslave. L'axe de la dissidence communiste qui ferme dans l'Europe centrale passe par Vienne.

D'autre part, en abandonnant l'Autriche, seul îlot démocratique qui subsiste dans le bassin du Danube, il risque de renforcer l'influence stalinienne sur les satellites. Il est probable qu'à présent un certain nombre d'hésitations, Truman se décidera pour le retour à l'Autriche de la province litigieuse, quitte à obtenir pour les minorités un statut particulier qui sera une nouvelle pomme de discorde dans l'imbroglio danubien et qui laissera la voie libre à de nouvelles poussées du nationalisme yougoslave. L'axe de la dissidence communiste qui ferme dans l'Europe centrale passe par Vienne.

Le tournant est habile et il est certain que, si la démonstration que tente Staline — à savoir que les intérêts soviétiques ne sont pas forcément contraires aux intérêts internationaux des puissances satellites est probante, il aura retiré au néo-communisme un des principaux facteurs de sa propagande.

Il y a là une opération qui n'est d'ailleurs pas nouvelle et nous avons connu, une époque, en 1932, où Moscou condamnait vertement Doriot coupable de vouloir l'unité d'action avec les socialistes, ce qui ne l'empêchait pas une fois l'hérétique liquidé, de reprendre et de réaliser pour son compte la formule condamnée précédemment.

Soyons certains que Moscou ne soutient les revendications yougoslaves que pour ces raisons précitées. Il est d'ailleurs probable que malgré la condamnation de Markos, la diplomatie russe s'orientera vers le règlement du problème de la Macédoine dans le sens prévu par les accords secrets Markos-Tito, ce qui n'empêchera pas le Chef des partisans grecs, assez maladroite pour s'être laissé kidnapper, de finir son aventureuse carrière à la barre d'un tribunal spécial, en édifant le monde par les aveux publics de ses fautes et le regret de les avoir commises.

L'impérialisme américain, lui, sent la faille qui existe dans le bloc balkanique et il se rend compte que les principes qui présideront au règlement du problème autrichien peuvent par leur répercussion, être décisifs sur l'évolution du problème balkanique. C'est pour cela qu'à Londres sa diplomatie se montre plus souple, moins cassante qu'à Berlin.

Il a le sentiment que le moindre faux-pas risque de lui refermer la porte qui s'est entr'ouverte sur le monde oriental. Son intransigence au sujet de la Carinthie en faisant bon marché des aspirations nationales de la Yougoslavie, dressera contre lui les ombreuses démocraties populaires de l'Europe centrale.

D'autre part, en abandonnant l'Autriche, seul îlot démocratique qui subsiste dans le bassin du Danube, il risque de renforcer l'influence stalinienne sur les satellites. Il est probable qu'à présent un certain nombre d'hésitations, Truman se décidera pour le retour à l'Autriche de la province litigieuse, quitte à obtenir pour les minorités un statut particulier qui sera une nouvelle pomme de discorde dans l'imbroglio danubien et qui laissera la voie libre à de nouvelles poussées du nationalisme yougoslave. L'axe de la dissidence communiste qui ferme dans l'Europe centrale passe par Vienne.

Le tournant est habile et il est certain que, si la démonstration que tente Staline — à savoir que les intérêts soviétiques ne sont pas forcément contraires aux intérêts internationaux des puissances satellites est probante, il aura retiré au néo-communisme un des principaux facteurs de sa propagande.

Il y a là une opération qui n'est d'ailleurs pas nouvelle et nous avons connu, une époque, en 1932, où Moscou condamnait vertement Doriot coupable de vouloir l'unité d'action avec les socialistes, ce qui ne l'empê

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

Le Citoyen du Monde

III. — LE XIX^e SIÈCLE
Siècle des Lumières et des Guerres

L'Etat peut-il être cosmopolite et pacifique, ou est-il voué à rester national et conquérant ?

Loin de voir comme Hegel, l'esprit national être un moment de l'esprit du monde, nous voyons ces deux esprits s'opposer dans le comportement de la bourgeoisie, si bien que la bourgeoisie ne réussit à s'élever à l'esprit du monde, cher à Hegel, que dans le déchaînement des guerres sans fin, comme l'a montré le régime de Napoléon.

La base du cosmopolitisme bourgeois est toujours, comme au XVI^e siècle, le commerce international. En Angleterre, A. Smith fait la division internationale du travail et de la suppression des contraintes douanières et étatiques, la condition même de la paix, de la suppression des armées permanentes et de la réalisation de la République universelle mercantile qu'il appelle de ses vœux.

En France, les physiocrates Quesnay, Cournay et surtout Turgot, arrivent à des conclusions analogues. Dressant le tableau de l'évolution humaine, en 1750, le jeune Turgot écrit :

« L'intérêt, l'ambition, la vaine gloire changent perpétuellement la face du monde, inondent la terre de sang, et au milieu de leurs ravages, les mœurs s'adoucissent, l'esprit humain s'éclaire, les nations isolées se rapprochent les unes des autres. Le commerce et la politique réunissent enfin toutes les parties du globe et la masse totale du genre humain par des alternatives de calme et d'agitations, de biens et de maux, marche toujours, quoique à pas lents, à une perfection plus grande. »

La base de ce cosmopolitisme n'est plus la « religion », ni même le Logos de Bodin ; c'est la nature aux lois éternelles.

LA DOCTRINE DU DROIT NATUREL HUMAIN.

Aux différents droits hérités des coutumes et traditions se substitue l'idée qu'il n'existe qu'un droit universel valable pour tous les hommes : le droit naturel. Une chaire de droit naturel est fondée au Collège Royal, en 1771. Ce droit émane, comme toute religion, de la nature. Sa source est dans la Raison universelle, non nouveau donné à Dieu, qui est dépourvu de tous ses attributs antérieurs et à qui il ne reste que l'être. Le droit naturel est l'assemblée des lois naturelles, et qu'est-ce que la loi naturelle ?

« C'est une loi que Dieu impose à tous les hommes et qu'ils peuvent découvrir et connaître par les seules lumières de la raison, en considérant avec attention la nature et leur état. »

(BURLAMAQUI, juriste.)

La loi naturelle est le moyen de parvenir à une double fin : se conserver matériellement, parvenir au bonheur. L'encyclopédie universalise la nation, et en supprime la source déiste :

« La loi, en général, est la raison humaine en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre ; et les lois politiques et civiles de chaque nation ne doivent être que les divers cas particuliers où s'applique cette raison humaine. »

Ce n'est plus Dieu ou le Logos qui forme le ciment de l'unité mondiale, c'est la Raison humaine telle qu'elle fonctionne chez tous. L'unité descend du ciel vers la terre. La Raison est une donnée de l'homme, elle appartient aussi bien au sauvage qu'au civilisé qui

ont la même aspiration au bonheur et ne peuvent que chérir les moyens d'y parvenir, et ces moyens sont les lois naturelles. L'homme que la raison guide est nécessairement bon, ignore l'égoïsme. Ainsi l'ensemble du droit est la conséquence logique de quelques postulats.

DE NEWTON à ROBESPIERRE

Les lois de la perfection et du bonheur humains ont-elles un principe simple, qu'il ne faut que découvrir ? Telle est la question posée par l'humanisme cosmopolite au XVIII^e siècle, avec l'exigence d'une logique claire, absolue, qui vient de Descartes, mais plus encore des grandes découvertes astronomiques et mathématiques : surtout la mécanique céleste, science « parfaite », modèle de toutes les sciences.

De la découle la rigueur des inventeurs sociaux dont le XIX^e siècle encore sera si riche : ils entendent poser en termes exacts la loi unique de l'attraction universelle appliquée au domaine moral. Il y a dans cette recherche une exigence féconde. Il faut de plus que les postulats juridiques soient œuvre conventionnelle. Montesquieu affirme dans l'Esprit des Lois que « les lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses. » Les lois sont donc fonction de l'existence, et la raison les découvre comme elle découvre la loi de la gravitation.

Mais la conséquence en est le dogmatisme rationaliste. Toute réserve sur ce dogmatisme semble aux rationalistes une atteinte contre la Raison humaine,

un mépris de l'homme, et, en dernier lieu, une volonté de détruire l'Etat rationnable. Tout contradictoire est donc, a priori, un pervers plein de mauvaises intentions qu'il faut éliminer pour que régnent enfin la liberté. La liberté ainsi dogmatisée, considérée non en elle-même, mais comme instrument d'une Raison souveraine, d'un esprit se connaissant lui-même, trouve devant la Révolution son expression politique : le jacobinisme et sa forme gouvernementale : la Terreur.

UNE REVOLUTION POLITIQUE A CADRE NATIONAL

L'excuse du jacobinisme français fut de se couvrir des nécessités de la défense nationale contre les ennemis du dehors et leurs alliés du dedans. Le jacobin, homme de gouvernement, pensait les problèmes en termes de stratégie, en termes de guerre. Le jacobinisme révolutionnaire est-il compatible avec l'esprit cosmopolite ? La Révolution bourgeoise faite contre les entraves corporatistes et étatiques commença comme victoire de l'esprit du monde, victoire de la liberté universelle, une victoire symbolisée par les Droits de l'Homme universels et éternels. Mais l'antagonisme social à la Monarchie devait se transformer en antagonisme national contre les autres puissances. La bourgeoisie ne put dépasser le cadre politique contre lequel elle protestait au nom des lois universelles. La guerre aidant, le cosmopolitisme céda la place au néo-nationalisme jacobin.

(à suivre.)

LES LIVRES

Déchéance de l'Europe

par Lucien LAURAT

Nous avons déjà eu ici l'occasion de parler de cette intéressante petite collection « Spartacus » qu'édite René Lefevre. Après « L'Ere de l'Impérialisme » de Robert Louzon, c'est « Déchéance de l'Europe » de Lucien Laurat, qui retiendra aujourd'hui notre attention.

Personnellement, nous portons croire qu'il n'y a eu que des progrès marqués dans notre époque où s'agitent et se combattent Communisme stalinien, Bolchevisme, Trotskisme, Communisme de Consells, Bloumisme, que sais-je encore. Entendons nous bien : par « progrès marxiste », j'entends ici doctrine politique de prise de position en face des événements contemporains. Dans ce sens, et si l'on cherche à dégager au travers des considérations marxistes sur l'unité allemande, la guerre de 1870, la question russe, etc., ce qui fait l'essence de cette doctrine politique, on en arrive à la conclusion que Laurat est un représentant du marxisme authentique.

Qu'on s'ait l'importance fondamentale qu'accroît Marx au développement des forces productives pour aboutir au Socialisme. C'est aussi ce qui préoccupe au premier chef Laurat dont la thèse est la suivante : la guerre a rendu plus que jamais économiquement impossible le fonctionnement du capitalisme. Elle a, en même temps retardé les possibilités du Socialisme en détruisant la conscience des travailleurs, cet élément primordial, en abaissant la puissance productive de l'Europe, et surtout, en consacrant la prédominance de l'économie américaine, ce qui fait de tout mouvement socialiste européen possible un socialisme de seconde importance, de seconde zone.

L'état présent est ce que Laurat nomme « l'interregne » : « Par ses

rangements matériels et moraux, la guerre a ouvert un interregne entre la fin du capitalisme et les débuts d'un ordre socialiste vraiment digne de ce nom... Le socialisme européen aura besoin de dépasser ses objectifs pour la durée de cet interregne... Quels peuvent être ces objectifs ? D'abord, il est impossible et hors de question de restaurer le capitalisme. Se tournant d'un autre côté, on voit qu'on a « coiffé l'Europe d'innombrables institutions collectives, lesquelles fonctionnent aussi mal que possible », ce défaut de fonctionnement étant imputable en grande partie au manque de maturité intellectuelle et morale des masses. « Il ne s'agit donc pas tant de créer des moules collectifs nouveaux que d'imprégner ceux qui existent d'un esprit suffisamment socialiste pour qu'ils puissent fonctionner rationnellement. » Enfin, il faut préserver la démocratie, la seule forme possible d'accès au socialisme, constituer une fédération européenne, condition de la reconstruction des forces productives (et non pas des aujourd'hui une Europe socialiste impossible), recevoir l'aide du capitalisme américain, toujours dans le même but et s'efforcer de la lutte socialiste aux travailleurs d'Amérique.

Il semble hors de doute qu'il y a là un prolongement de l'attitude politique de Marx : tant dans la dialectique du niveau des forces productives et de la conscience des travailleurs, conscience ne pouvant s'acquiescer que dans la démocratie, que dans cette affirmation selon laquelle c'est le pays économiquement le plus évolué qui doit donner le « ton » socialiste au reste du monde (l'opposé du bolchevisme), dans cette notion des « moules collectifs » de l'Europe actuelle, moules que Marx eut nommé « adaptation du capitalisme à l'intérieur du capitalisme ». Enfin le réalisme » en face de la Fédération européenne et du Plan Marshall sont aussi dans le ton de l'œuvre politique de Marx.

Mêmes caractères, mêmes défauts. La principale des ambiguïtés marxistes — celle du rôle et de la nature de l'Etat, plane sur l'ouvrage de Laurat. Certes, il nous déclare : « La déconstruction du capitalisme et de l'Etat libéral offre deux solutions : l'avance vers des formes socialistes et la recule dans l'esclavage sous les auspices de l'étatisme totalitaire... C'est à tort que trop de socialistes confondent de nos jours socialisme et étatisme. » Mais, sur le point de savoir quelles seront les modalités de la lutte contre l'étatisme économique, il ajoute : « L'économie ne pourra desserrer les contraintes étatiques que dans la mesure où elle consentira à se discipliner elle-même. C'est ainsi qu'elle rendra impossibles les réglementations dont l'Etat l'accable, et qu'elle révélera par des actes les reproches des totalitaires partisans d'un étatisme outrancier. » « La seule option possible est celle entre l'économie disciplinée, mise au pas par l'Etat, et l'économie se disciplinant elle-même. »

Il y a donc une position... j'hésite à dire « de compromis », en face de l'Etat, position qu'on retrouve au long du livre. Et ceci nous amène à la remarque essentielle : « L'économie se disciplinant elle-même » ; mais qui, elle-même ? Les producteurs ? Il ne le semble pas, sous cette forme générale. En fait, Laurat affirme : « Dans la lutte contre le capitalisme, le socialisme combat : 1° Le fait que les capitalistes s'approprient le travail non payé, fourni par la classe salariée ; 2° Le fait que la fonction directrice est exercée par des gens que rien, sinon le droit de propriété et

La commission économique et sociale de l'O.N.U. vient de constater, en présence du délégué soviétique, l'importance du travail forcé en U.R.S.S. et dans les pays soviétisés de l'Est européen. Ce qu'il y a d'extraordinaire dans l'affaire, c'est que le délégué soviétique ne nie même pas l'existence des camps de travail forcé en U.R.S.S., mais il reproche aux délégués occidentaux d'employer eux-mêmes le travail forcé dans les colonies. Ainsi les rivaux impérialistes sont obligés d'avouer malgré eux le caractère profondément barbare de leurs régimes.

Huit à quatorze millions d'hommes se trouvent dans les camps d'esclavage de l'U.R.S.S., telles sont les estimations officielles.

Cet esclavage s'est étendu aux pays de la Démocratie Populaire. La transformation des 170.000 Allemands des Sudètes qui étaient restés en Tchécoslovaquie, en esclaves modernes, n'est même pas camouflée mais justifiée et glorifiée par la presse et la propagande officielles.

D'autre part l'Allemagne orientale dispose de 12 camps de concentration — dont Buchenwald avec 17.000 détenus, 200.000 à 300.000 prisonniers se trouvent dans ces camps et ce chiffre est supérieur à celui des concentrationnaires qui se trouvaient dans les camps nazis en 1939.

Ainsi l'univers concentrationnaire n'a pas la tendance de diminuer mais au contraire de s'étendre.

d'héritage, ne désigne pour cette fonction. Mais le socialisme ne combat pas la fonction directrice en soi, il la reconstruit le principe. Il combat le salariat de direction.

D'autres passages sont aussi nets, mais je ne peux malheureusement pas m'étendre. Laurat a tendance à se tourner vers un socialisme économiquement technocratique. Les « dirigeants » : un semi-libéralisme technocratique. Aussi attaque-t-il Burnham, écrivant : « Seuls des accidents historiques dans lesquels la classe ouvrière aurait sa large part de responsabilité l'histoire en a déjà fourni des exemples pour favoriser ou provoquer la constitution des techniciens en classe technocratique. Mais à l'opposé de ce qu'on pense généralement, ce n'est pas l'accession des techniciens au pouvoir économique qui crée le totalitarisme, c'est au contraire l'insécurité d'un régime politique totalitaire qui, en Russie et en Allemagne, a fait des techniciens exerçant normalement le pouvoir économique une classe de technocrates. » Il explique, d'autre part, que les techniciens appartiennent de plus en plus au prolétariat.

Il semble donc que Laurat veuille mettre son âme en paix. Ayant constaté l'immaturité des masses pour le socialisme, il tend à faire des techniciens une force motrice socialiste. Par suite, il lui faut « blanchir » les techniciens des accusations burnhamiennes d'antisocialisme. C'est là la partie la plus faible de son livre, un livre qui mérite d'être lu, un témoignage de plus sur la recherche de quelques-uns alors que presque tous se contentent de slogans.

MICHEL.

Les camps de concentration en U.R.S.S. sont mieux gardés et mieux camouflés que ceux du III^e Reich.

Ouvrons une autre page de l'esclavage moderne. On a beaucoup parlé du travail forcé en Allemagne nazie (que l'on a passé sous silence pendant de longues années, quand les nécessités diplomatiques et politiques l'exigeaient) et on commence à parler beaucoup de l'esclavage moderne en Russie (qu'on a accepté avec plaisir dans l'intérêt de l'alliance militaire de la 2^e guerre mondiale).

Mais qui parle de l'esclavage moderne en France ? « Le Monde » !

C'est avec un cynisme tout à fait insupportable que le grand organe conservateur du capital français évalue le « bénéfice » DU TRAVAIL FORCE FOURNI PAR PLUS D'UN MILLION DE PRISONNIERS DE GUERRE pendant quatre années de captivité absolue, non justifiée par les nécessités de guerre ; « des centaines de milliers de journées de travail » ce qui veut dire : DES MILLIARDS D'HEURES DE TRAVAIL FORCE ET GRATUIT POUR L'ETAT.

M. Jean Cuvreur, le collaborateur du « Monde », se distingue par un sens mathématique froid et sec dans l'intérêt de l'information de ses patrons. Il donne surtout des chiffres et ces chiffres sont éloquentes.

Il avoue que l'esclavage exercé par l'Etat français sur un million de prisonniers allemands jusqu'à la fin de 1948 n'avait « plus pour but de soustraire des forces militaires à l'adversaire » mais qu'il s'agissait tout simplement de l'exploitation du « capital » prisonniers.

Il n'y avait d'ailleurs qu'une petite partie de cette masse de prisonniers qui fut capturée par des troupes françaises : 200.000. La plus grande partie a été « cédée » — comme on cède du bétail — par les Américains. Marchands d'esclaves.

En dehors des prisonniers allemands il y avait 50.000 Italiens, 50.000 Autrichiens, 16.000 Hongrois, « ainsi que des Roumains, des Yougoslaves, des Tchécoslovaques, des Polonais, etc. »

80 0/0 de ces prisonniers ont été « mis au travail ». Quant aux autres, M. Cuvreur les qualifie de « irréductible déchet » : les malades, les incapables, etc.

La plupart d'entre eux ont travaillé dans l'agriculture et dans les mines, les autres ont été employés au déminage et à certains travaux publics. Jusqu'en 1947 « l'ordre de priorité » était le suivant : houillères, barrages, agriculture, travaux publics, sidérurgie, textile, produits chimiques, etc.

Mais l'impérialisme américain, pour des raisons nullement humanitaires mais purement commerciales augmenta sa pression pour une libération progressive des prisonniers. Ainsi « nos ressources ne cessent de diminuer. »

M. Cuvreur et ses patrons regrettent visiblement cette diminution progressive et la cessation complète de la captivité depuis décembre 1948. Certes, « le bilan financier » de cette immense surexploitation est « positif » mais l'appât de ces messieurs vient en mangeant.

Il ne se sont pas contentés d'exploiter à fond la force de travail des prisonniers. Ils ont extorqué 100 millions de francs à titre de « boni des dépôts et reliquat des masses générales d'entretien », 100 millions à titre d'« amendes à l'évasion ».

En plus de cela les employeurs privés devaient payer des « indemnités compensatrices » à l'Etat.

Deux milliards de francs ont été retenus sur les comptes des P.G. pour une solde qui d'après la Convention de Genève doit être payée mais qui ne l'a jamais été.

L'auteur de ce bilan avoue indirectement que la famine a fait des ravages dans les rangs des prisonniers : « la France était au plus bas de sa pénurie alimentaire. On ne pouvait décerner leur attribuer des rations supérieures... » Et il prétend qu'il n'y en a que vingt-quatre mille qui sont morts en captivité.

Il y en a qui ont d'autres souvenirs... Enregistrons encore cet aveu sur la brutalité des autorités et le véritable état d'esprit de la population : « ...on citera tels commandos où les prisonniers subirent des mauvais traitements, mais... une fois lancé dans le circuit de travail le P.G. redevenait un homme... » 150.000 prisonniers ont tenté l'évasion, 75.000 ont réussi.

Une pression internationale a mis fin à un esclavage odieux qui cependant continue dans les colonies et un peu partout dans le monde sous des formes très diverses. Tel est le destin d'une société barbare et corrompue.

BUCHER.

UNE INITIATIVE INTERESSANTE

Gonçales de son rôle éducatif, le Syndicat des Industries et métiers d'art et création de la C.N.T. reprenant une initiative qui ne peut manquer de donner des résultats satisfaisants, organise, à titre d'essai, le dimanche 27 février 1949, une visite commentée au Musée du Louvre. Primitifs italiens et première partie de l'école italienne jusqu'à Raphaël.

Cette manifestation artistique, dont le but est de permettre à tous les travailleurs soucieux de parfaire leur éducation, d'augmenter leurs connaissances en matière d'art, obtiendra, nous l'espérons, un grand succès. Cependant, nous insistons plus particulièrement auprès des responsables des organisations de la C.N.T. afin de donner à cette intéressante initiative le retentissement qu'elle mérite.

D'autre part, et pour permettre aux camarades qui assisteront à cette visite de mieux saisir la portée de l'expression picturale une conférence sera présentée sur les peintures et les œuvres examinées au cours de cette visite, aura lieu quelques jours après.

Enfin et selon l'intérêt que les travailleurs accorderont à cette première manifestation, nous avons l'intention de continuer cette expérience une fois par mois au minimum.

Nous visiterons les Musées et nous ferons, de temps à autre, une incursion dans les expositions saisonnières, les monuments, certains quartiers historiques de Paris, etc., etc.

Voilà un programme qui ne peut manquer d'intéresser nos camarades. A eux de manifester leur intérêt en nous encourageant et en assistant nombreux, le dimanche 27, à la première visite.

Il est rappelé que : Collectif commencera à 10 h. précises. Afin de partir en groupe, rendez-vous est donné à : 9 h. 30, à la sortie de la station métro Louvre.

(angle Rivoli-rue du Louvre)

Le Secrétaire du S.I.M.A.C.

R. BOUCOIRAN.

C. R. I. A.

Mise au point

Un Bulletin International a été mis en circulation par l'ancien secrétaire de la C.R.I.A., dont les fonctions ont cessé depuis nov. 48. Cette publication n'engage pas l'actuel secrétaire. L'adresse indiquée sur ce Bulletin ne correspond pas à la C.R.I.A. dont l'adresse reste C.R.I.A., 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Le secrétaire de la C.R.I.A. demande aux organes anarchistes de tous les pays de reproduire cette mise au point.

Le secrétaire SAVOY.

ETUDES ANARCHISTES

Le numéro 2 paraîtra la semaine prochaine !
Il sera imprimé !

A L'AIDE DE NOS CAMARADES QUI TOMBENT DANS LA LUTTE

Partout des camarades tombent pour notre idéal, partout les anarchistes sont persécutés.

Chaque courrier nous apporte sa triste nouvelle : c'est un camarade italien emprisonné, un camarade français frappé d'une lourde amende, un militant bulgare condamné aux travaux forcés, un compagnon espagnol torturé dans les geôles franquistes, un évadé de Russie qui arrive sans argent, sa santé compromise.

Partout, dans les pays « démocratiques », se dressent des prisons et des bagnes peuplés de nos camarades.

Les pays totalitaires se transforment en de vastes camps de travail forcé : camps de concentration russes, camps de répression bulgares, hongrois, yougoslaves, pénitenciers espagnols, etc... Les anarchistes en furent les premières victimes.

De partout nous parviennent des appels à l'aide. Il faut secourir les militants tombés dans l'action, il faut en aider d'autres à reprendre des forces pour continuer la lutte.

Militants de France, camarades du monde entier, il faut que tous vous nous aidiez à remplir cette lourde tâche.

Nous savons qu'un appel à la solidarité n'est jamais resté vain chez les anarchistes. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous appelons à l'aide.

R. CAVAN,
Secrétaire aux relations internationales de la F.A.F.

(Envoyez argent, vivres, vêtements à : C.R.I.A. R. Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-10^e. C.C.P. 5561-76.)

Perdus dans ce désert

par Paul PRIST (1)

Quand on lit ce livre, on ne s'étonne plus de l'accueil bienveillant que fait Paul Prist, dont l'autorité et l'indépendance en matière de critique sont indiscutées en Belgique, aux œuvres libertaires.

Il y a, dans les huit récits qui composent ce livre, une peinture poignante, émouvante, des déshérités de la vie. Quand il met en scène les grands de ce monde, alors l'ironie, la colère, se déchaînent sous la plume de Paul Prist, qui manie sa langue avec perfection.

Mademoiselle Nativité, Graine-de-Misère, Frère-pas-de-chance, Quart-de-patte, Quatre et une, Naissance de l'aventure, mais surtout Rien que des hommes, sont de petits chefs-d'œuvre.

Non, mon vieux, je ne marche pas. Je ne veux pas m'embrigader. Sous aucune bannière, ni la tienne, ni une autre, ni rouge, ni blanche, ni tricolore. La faucille et le marteau ? La Croix de Lorraine ? Pas pour moi. Je suis un homme libre, éperdument libre, et je veux rester libre. Doctrines, programmes, rassemblements, comme on dit aujourd'hui : des bobards. Je laisse ça aux jobards. Au fond, ce que tu me proposes, c'est une place dans le troupeau, c'est agir avec le troupeau, penser comme le troupeau, baver devant les grands sorciers qui se fient de nous comme de ça. Merci, mon vieux, pas pour moi... Quoi ? Tu dis ? Anarchiste ? Si tu veux. Le mot ne m'effraie pas. Si c'est être anarchiste que de se fiche de la social-démocratie, du totalitarisme sous

toutes ses formes, du nationalisme patriarcal, ça va, je suis anarchiste...

Puis, en cent pages de ce récit, c'est une peinture de l'avant-guerre, de la guerre, de l'exode, de Vichy, qui nous laisse pantois. On n'a jamais autant dit de ces horreurs en si peu de pages.

Mais à quoi bon s'étendre, il faudrait tout citer. Lisez ce livre, vous serez consolés des élucubrations parues, des récits de résistance, des « héros » à la manqué.

F. P.

(1) Editions S.L.I.M. En vente au « Libéraire » : 250 fr. franco.

Le Congrès Anarchiste du Brésil

Les 17, 18 et 19 décembre 1948, s'est tenu un congrès régional anarchiste au Brésil. De nombreuses délégations étaient présentes, notamment celles de l'Union anarchiste de Rio-de-Janeiro, de la Jeunesse anarchiste de Curitiba (Parana), des groupes de Niterói, São Paulo, Santos, Campinas, Sorocaba, Uberlândia, etc. Des adhésions avaient été envoyées par les groupes de Bage, Pelotas, Rio Grande, Porto Alegre, Presidente Bernardes et Catanduva.

Abouissant à la création d'un réseau de groupes spécifiques, d'unions locales et provinciales. Une commission de relations anarchistes a été nommée pour coordonner l'activité et la propagande anarchistes au Brésil. Cette même commission entretiendra le contact avec le mouvement anarchiste mondial, et adhère au C.R.I.A. dont le bureau fonctionne à Paris.

Rappelons par ailleurs que plusieurs publications libertaires circulent au Brésil, notamment « Plobo » et « Al Archote ».

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

Quand le Bâtiment va... LES COMITÉS D'ENTREPRISES ARRACHART PROSPÈRENT

Le scandale « Brice-Marie » a attiré l'attention du monde ouvrier sur ces comités d'entreprises que les cégétistes nous présentent autrefois comme la solution au problème de l'exploitation des salariés par le patronat.

Nous avons pu voir un de ces comités, et pas des moindres, un Comité bien dans la « ligne », amplement truffé, comme il se doit, de « cellulaires », intervenir auprès de l'autorité judiciaire pour faire classer une affaire de collaboration économique.

Le classement obtenu fit scandale dans le monde politique et le ministre compromis linéaire.

La répression sur le monde du travail fut telle que le « fufur » de la C.G.T., le stalinien Frachon fut obligé d'intervenir auprès de la Fédération du Bâtiment pour faire condamner les responsables de ce Comité d'entreprise.

Suivant d'excellents principes, appris à la leçon de l'expérience syndicaliste russe, Frachon obtint l'aveu des coupables. Les mauvaises langues prétendent que le responsable n° 1, Arrachart lui-même a froissé d'un cheveu le départ dans la charrette où ont été embarqués quelques-uns de ses camarades de la Commission Exécutive.

Aujourd'hui les « durs » nous déclarent qu'il faut redresser les comités en proie à la maladie de la collaboration avec le patronat. Ils nous disent que c'est dans la lutte de classe au sein de l'entreprise que pourront se développer de véritables comités.

Qu'on nous laisse rire !

Le scandale ce n'est pas l'affaire Mario, le scandale ce n'est pas le classement d'un dossier économique, le scan-

dale ce ne sont pas les tribulations d'Arrachart et de ses acolytes. Le scandale c'est l'existence même de ces comités-Ecran entre le patron et les travailleurs.

Les comités devaient former les travailleurs à la gestion. En réalité, introduit dans le système économique patronal, ils devaient très rapidement devenir des organismes destinés à faire accepter aux travailleurs des mesures justifiées par les « besoins » de l'exploitation capitaliste. Comme si les travailleurs avaient quelque chose à voir avec une entreprise patronale ! Et il ne pouvait pas en être autrement, ou le Comité d'entreprise dirigeait réellement l'usine, et alors le patron, inutile, était virtuellement exproprié, ou le patron conservait son autorité et les pos-

sibilités de défendre ses intérêts et les comités devenaient des organismes de collaboration de classes.

Certains ont voulu justifier ces organismes par les services qu'ils rendent. Nous prétendons, nous, que toutes les initiatives qu'ils prennent dans ce domaine pourraient être aussi bien prises par les sections syndicales seules habilitées à parler au nom des travailleurs.

Les avatars des comités Arrachart doivent ouvrir les yeux des travailleurs sur leur véritable caractère, mou, lorsque le ministre du Travail s'appelle Croizat, dur, lorsque celui-ci est rendu à ses occupations, et dans les deux cas, organisme de collaboration de classes.

LA TRUELLE.

LES ÉPICIERS contre les Coopératives ouvrières

Tout récemment, une Confédération épicière a envoyé ses délégués protester auprès du gouvernement contre la concurrence déloyale que lui faisaient les coopératives ouvrières. Il paraît que ces coopératives ne paient pas assez de taxes ni suffisamment d'impôts.

Ainsi apparaît clairement un problème que d'aucuns veulent obscurcir, comme à plaisir. Fatigués de se sentir l'objet d'une exploitation constante dans le domaine de la distribution, les travailleurs décident de s'organiser eux-mêmes pour obtenir les denrées et objets de première nécessité au meilleur prix. Ils tentent, par la création de groupements d'achats et de coopératives de consommation, de ramener les prix à la normale, c'est-à-dire de ne grever les prix de gros que des frais de transport et de manutention, sans marges bénéficiaires. Tout est pour eux : la logique, la rationalisation, la volonté exprimée par les économistes « distingués », le désir général des salariés de revaloriser effectivement la valeur de leur heure-travail.

Dans la pratique quotidienne, la classe ouvrière impose une solution — partielle mais immédiate et durable — au fameux casse-tête prix-salaires. Et voilà que les parasites par définition, parasites puisqu'ils n'apportent pas un seul élément de valeur dans le produit distribué et qu'ils tirent profit du capital engagé, se mettent à hurler.

Les travailleurs tiennent donc le bon bout. Et ils ne le doivent qu'à eux-mêmes, qu'à leur seul effort, comme à Toulon, comme à Angers, comme dans de nombreuses corporations et d'innombrables usines.

Ils s'aperçoivent, au fur et à mesure de leurs achats, combien tout le système de répartition en régime capitaliste-étatisé est faussé, truqué, vicieux. Ils s'aperçoivent que grossistes et semi-grossistes, transporteurs et détaillants touchent légalement, mais illogiquement et inutilement, des marges bénéficiaires énormes. Ils voient peu à peu que les prix des textiles, des chaussures, de la viande et du vin sont gonflés artificiellement, avec la complicité de l'Etat, par la volonté d'une classe parasitaire de commerçants de tous calibres.

Manifestez donc épiciers et essayez de toucher à nos coopératives... Nous vous promettons des chocs en retour.

Là comme ailleurs il n'y a pas de choix pour la classe ouvrière entre un péril moindre et un péril plus grand, il n'y a pas d'hésitation entre petits et gros, il n'y a qu'une solution : celle des prolétaires eux-mêmes.

Et ce problème, que les salariés résolvent de façon autonome, doit être posé partout dans le monde ouvrier : face aux gâteaux pontifiant du réformisme tireur de sonnettes ministérielles, face aux gros malins du stalinisme alliés aux « commerçants honnêtes », face à la bureaucratie envahissante de l'Etat.

Quand l'ouvrier a entre les mains les éléments d'un problème il peut juger sagement. Le problème de la distribution est relativement simple. Sur ce terrain, comme sur bien d'autres, nous pouvons enfoncer, dans la pratique comme sur le plan doctrinal, les slogans endormeurs des partis.

S. PARANE.

ENRIQUE-MARCOS NADAL

SECRETAIRE GENERAL DE LA C.N.T. CLANDESTINE
CHEMINOT REVOLUTIONNAIRE D'ESPAGNE

est condamné à mort

L'assassin Franco, le bourreau de nos frères d'Espagne, a condamné à la peine de mort notre camarade Enrique-Marcos Nadal.

Nadal était non seulement le secrétaire général de la C.N.T. qui lutte clandestinement sur le sol espagnol, mais aussi un cheminot révolutionnaire. Employé à la Compañia de los Ferrocarriles del Norte (Chemins de fer du Nord de l'Espagne), Marcos Nadal est une des plus grandes figures du mouvement anarcho-syndicaliste parmi les travailleurs du Rail.

Les cheminots français auront à cœur de protester avec la dernière des énergies contre le crime de l'ignoble Franco. Mettre fin aux crimes de tous les dictateurs sanglants, les Franco, les Staline, les Perron et les autres, c'est empêcher que leur régime de terreur n'atteigne les travailleurs du monde entier.

La Fédération des Travailleurs du Rail C.N.T., l'Internationale des Travailleurs du Rail, les Cheminots libertaires sauront, si le crime est mis à exécution, découvrir les assassins tôt ou tard. Eux et leurs sbires auront beau se cacher, NUL N'EST INVULNERABLE en ce monde.

Raymond BEAULATON,
Secrétaire de la Fédération
des Travailleurs du Rail.

A PROPOS DE L'UNITÉ SYNDICALE

Notre ami Périé, d'Angers, nous envoie en réponse à mon article, la mise au point suivante :

A l'Ouest, rien de nouveau ; eh oui, mon cher Montluc, rien de nouveau ; pour moi, l'Ouest bouge, et les autres régions ? Y a-t-il du nouveau à l'Est, dans le Nord, au Sud et à Paris ? La masse n'est-elle pas aussi dégoûtée du système de la main d'œuvre ? A qui la faute ?

Ce grand espoir qui se manifesta au lendemain de la scission n'a-t-il pas été escamoté par les dirigeants du mouvement syndical : les uns dans l'intérêt d'une politique réformiste, et les autres par syndicalisme de tendance, au plus par sectarisme, C.G.T.F.O., C.N.T., autonome.

Chacun prêcha pour sa sainte boutique, chacun voulait l'unité et le rassemblement des forces éparses, mais à condition de la chapeauter sous leur direction, propre.

L'unité et le rassemblement devaient se faire suivant les initiatives prises par des organismes constitués ; les individualités n'avaient rien à prétendre ; que venaient-ils faire ces peles, ces galeux de l'Ouest et du Sud-Ouest ? Les « rabais » à 10 ou 15 % n'avaient qu'à se conformer aux grandes lumières du syndicalisme de chapelle de la capitale.

Mais ces derniers ont-ils déclanché le mécanisme ? Ont-ils créé cette minorité agissante capable de provoquer la cassure dans l'unité ou dans l'autre des organisations centrales ? Mais rien n'est arrivé, la grande farce continue, les bancs sont vides, seuls les fauteuils restent occupés, plus d'éléments sont partis dans la nature, dégoûtés des pontifs anciens et nouveaux. Voilà pourquoi il n'y a rien de nouveau nulle part.

C'est au moment où il y avait du nouveau à l'Ouest qu'il fallait se grouper autour de ce manifeste, dit d'Angers, à charge pour plus tard d'en modifier les termes, mais la province avait tort, tort d'avoir raison ; que venaient-ils faire dans cette galère ces syndicalistes de seconde classe ? Paris, nombril du monde, se devait seul à prendre de telles initiatives, et voilà pourquoi la conférence de juin 1948 du boulevard Saint-Germain a saboté l'initiative de l'Ouest.

Ces grands stratèges du syndicalisme moderne ont conduit celui-ci vers un destin mystérieux.

Le moment n'est plus de prendre des résolutions ou des manifestes d'états-majors, le syndicalisme est anéanti, sa substance est du vent et dans les choux ; les cochons de payants ont compris ; ils attendent les jours meilleurs, ils veulent du bifteck, des salades, du beurre sur le pain et des logements ; ils veulent vivre en profitant de toutes les sciences, des choses, en laissant tomber la bêtise des hommes ; ils ont raison.

Le syndicalisme moderne et atomique doit avoir une autre figure — plus de ces organisations administrées sous la

houlette de l'Etat, numérotées, capota-lisées et centralisées, plus de ces ordres et contre-ordres qui, en fin de compte, deviennent des désordres. Le syndicalisme est majeur ; il faut lui rendre sa liberté, à ce compte-là, seulement, nous arriverons et vaincrons toutes les forces mauvaises.

Tout le reste : les discours, les manifestes, les résolutions, les conférences et les congrès des minorités barbelées ne seront que du blabla.

PERIER.

Périé semble rejeter sur les éléments syndicalistes de la capitale l'absence de militants de l'Ouest à la conférence nationale de la rue Scribe. Il y a là quelque chose d'inexact. Non seulement ces camarades avaient été invités par les organisateurs, mais ils avaient délégué un « observateur », le camarade Le Bourrier qui devait d'ailleurs poser le problème de la participation des Unions départementales de l'Ouest sous un angle différent.

Lorsque Périé nous dit que l'Ouest n'a pas le monopole de la somnolence actuelle, il a raison, mais il faut bien le constater, les autres régions n'ont pas non plus « démarré » avec le « fracas » de nos amis d'Angers, de Nantes ou de Tours, au lendemain du Congrès constitutif de Force Ouvrière. Ils sont donc dans un sens plus excusables que ceux qui, après avoir été les premiers à sonner le ralliement de tous les syndicalistes révolutionnaires, se sont ensuite réfugiés dans leur quatuorze million.

Quant à réduire cette incompréhension des uns envers les autres à la mesure d'une querelle sans grandeur entre les militants de la province et ceux de Paris, il ne peut s'agir que d'un écart de plume qui, je le pense, ne sera pas réédité. Périé, à la conclusion pourrait être la nôtre, mais je me demande de quelle manière il entend rendre ce qu'il appelle « la liberté aux syndicalistes » en dehors de la cohésion, de l'effort commun, de l'entente préalable entre syndicalistes « libres ». Les comités d'action syndicalistes se développent, c'est incontestable. L'appui qu'ils recevraient de la province en général, de l'Ouest en particulier, pourrait leur faire perdre le caractère de « centralisme parisien » qu'il déplore.

Périé et ses amis se doivent de ne pas laisser passer l'occasion, s'ils ne veulent pas être réduits à l'intérieur de Force Ouvrière à une opposition stérile, élément de justification du réformisme confédéral.

MONTLUC.

C. N. T.

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IX.
Permanence tous les jours
de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures,
sauf le dimanche.

2° UNION REGIONALE

Syndicat des Oultr et Peaux. — Réunion des adhérents : lundi 7 mars, à 18 h. 30, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne. Une permanence est assurée tous les lundis à 18 h. 30, au Siège.

Syndicats des H.C.R.C. et de l'Alimentation. — Assemblée générale lundi 28 février, à 15 h. au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne. Ordre du jour : désignation du conseil syndical pour 1949. Permanence tous les lundis, au siège de la C.N.T. à partir de 15 h.

Fédération des Travailleurs du Rail. — La réunion de la Commission administrative de la F.T.R. aura lieu dimanche 27 février 1949, à 10 h. 30, Salle de réunion : Hôtel de la Poste et d'Anjou (A. Tardy), 19 et 21, rue Blaise-Pascal, Tours (Indre-et-Loire). (En face de la poste de la gare). Départ de Paris-Austerlitz, 6 h. 50 ; arrivée à Tours 10 h. 15.

U.L.-Colombes. — Assemblée générale de la région, dimanche 27 février, 10, rue Henri-Barbusse, café de la mairie, Colombes.

Les Unions locales de la 2° Union Régionale, doivent se mettre en correspondance avec Malfatti Charles, 138, boulevard Voltaire, Paris-XI.

2° U. R.

La prochaine réunion des conseils syndicaux se tiendra dimanche 6 mars 1949, à 14 heures, salle de la Solidarité, rue de Meaux. Présence indispensable.

La trésorerie régionale rappelle que sa permanence a lieu au siège confédéral, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, chaque samedi et chaque lundi de 14 h. 30 à 18 heures, ainsi que chaque mercredi de 18 heures à 20 heures.

Le secrétaire adjoint, Malfatti.

6° UNION REGIONALE

Maison des Syndicats C.N.T., 17 bis, rue Voltaire, à Carcassonne (Aude). — Permanence tous les soirs de 18 à 19 h. 30. Dimanche de 10 à 12 heures. TRES IMPORTANT. — La correspondance avant trait à la 6° U.R. devra être adressée à : CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL, 18, rue Jean-Bringer, 18, Carcassonne (Aude).

BOUCHER.

Espoir international

La Fédération Syndicale Mondiale a émis.

Dans une lettre adressée à Saillant le 15 janvier le Congrès Canadien du Travail déclarait : « La Fédération Syndicale Mondiale est donc composée pour moitié de syndicats libres, représentant l'Ouest et pour l'autre moitié de syndicats asservis représentant la Russie et les nations satellites. Cela ne peut continuer. La Fédération Syndicale Mondiale n'est pas un organisme syndical mondial légitime et ne peut l'être tant que les syndicats de tous les pays ne seront pas libres et capables de combattre tous les gouvernements dans l'intérêt du peuple qu'ils représentent ».

Cette déclaration de Pat Conroy du C.C.T. confirme ce que les militants syndicalistes révolutionnaires n'ont pas cessé de proclamer depuis la fondation de cette « affreuse marmite de sorcières » que est la F.S.M.

Les anarcho-syndicalistes du monde entier, placés d'une part en face d'un mouvement essentiellement réformiste, pratiquant la collaboration des classes et dont l'activité consiste à sauver le capitalisme libéral et l'Etat... démocratique, et d'autre part d'un mouvement nettement politique, instrument de l'impérialisme de Moscou, ayant abandonné toute indépendance et toute autonomie, n'ont cessé de combattre selon les principes du syndicalisme libre, indépendant et révolutionnaire, seul capable de libérer le prolétariat du joug qui l'opprime.

Aujourd'hui, précisément, seule l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), première internationale ouvrière fondée en 1864, n'a rien abandonné de ses principes révolutionnaires qui sont toujours ceux des Griffluelhs, des Pouget, des Pelloutier.

Chaque jour des travailleurs de tous les coins du monde reconnaissent que ce sont les politiciens de tous poils qui ont brisé la puissance de mouvement syndical mondial.

Et c'est Claude Erwin, militant syndicaliste révolutionnaire, cheminot de l'Industrial Workers of the World, qui, du fond de la Californie, nous apporte les paroles d'espoir en la renaissance du syndicalisme révolutionnaire. Voici ce qu'il écrit au Secrétariat de l'Internationale des Travailleurs du Rail (A.I.T.) : « Camarades,

« Nous avons aux U.S.A. un problème difficile à résoudre : amener les travailleurs du rail à former une grande

Union du rail révolutionnaire. Nous devons d'abord entreprendre un travail d'éducation, suivi d'un travail d'organisation... »

« Nous nous heurtons aux lois réactionnaires et anti-ouvrières et aux syndicats réactionnaires déjà existants. Dans nos chemins de fer, nous avons ici vingt syndicats différents... n'hésitant pas à saillir aux patrons pour torpiller toute possibilité d'organisation d'un syndicat révolutionnaire englobant tous les cheminots. Nous avons « concentré » notre effort et avons réussi à recruter un grand nombre de cheminots de tous services.

« Les transports sont les artères nécessaires à la vie des peuples du monde entier. Sans transports, les villes et les industries ne peuvent subsister. Nous pouvons les servir quand nous voulons, comme nous voulons. Les banques internationales, les magnats de l'industrie et les provocateurs à la guerre ne peuvent être « contrôlés » que par la solidarité et l'action internationale des travailleurs. »

En face de la décomposition du « syndicalisme » réformiste et politicien, les travailleurs ne trouveront pour les défendre que l'anarcho-syndicalisme.

Raymond BEAULATON,
Secrétaire de l'I.T.R.

« De janvier 1923 date la tradition antimilitariste des communistes français, organisant en commun avec les communistes allemands la fraternisation entre soldats. Nous, communistes de France, nous luttons pour la suppression définitive et SANS CONDITIONS DES REPARATIONS ; PAS UN PFENNIG DU PEUPLE ALLEMAND, tel est notre mot d'ordre ; pour la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine JUSQUES ET Y COMPRIS LA SEPARATION D'AVEC LA FRANCE, POUR LE DROIT DE TOUTES LES PEUPLES DE LANGUE ALLEMANDE DE S'UNIR LIBREMENT. »

Maurice THOREZ
(15 janvier 1933)
au Sportpalatz de Berlin.

LA PRESSE EN ROUMANIE

Nous divulguons à nos lecteurs et amis les éléments d'une enquête faite par les rédacteurs de la revue *Oedipe* derrière le rideau de fer. Cette revue internationale remarquable, mais, hélas ! coûtant fort cher, donne une suite d'articles sur la presse des « démocraties populaires ». Nous en avons tiré la quintessence afin que nos camarades du Livre puissent juger de ce qui les attendrait en cas de victoire des staliens dans notre pays.

La semaine dernière, nous faisions connaître l'état de la presse en Tchécoslovaquie, c'est aujourd'hui le tour de la presse roumaine.

« Après l'effondrement du régime pronaï (23 août 1944), malgré les rigueurs des stipulations du traité d'armistice, la presse roumaine connut une courte période de liberté. Les journaux asservis à la dictature et favorables à la cause nazie disparurent, à l'exception du grand quotidien d'information Universul qui passa sous l'administration du ministère de l'Information. Une multitude de journaux, plus d'une trentaine dans la seule capitale roumaine, profitèrent de cette phase démocratique pour s'adresser aux lecteurs avides de nouvelles. A côté des officiels et semi-officiels des quatre partis de la première coalition gouvernementale (national-paysan : *Montru* ; libéral : *Bratiano* ; socialiste et communiste), des journaux d'information et d'opinion démocratiques firent leur apparition. Cette période, assez courte, prit fin avec l'éclatement des deux partis bourgeois de la coalition et l'instauration du gouvernement Groza (6 mai 1945). Les journaux d'opposition furent empêchés de paraître. Les jour-

naux des partis satellites du parti communiste Frontul Plugarilor, organe du parti paysan du Premier Groza ; *Natiunea*, organe du parti national populaire ; *Dreptatea* Nous, officiel de la dissidence nationale paysanne et du « Front national » en province, se trouveraient placés sous le contrôle rédactionnel du P.C., la majorité des rédacteurs étant membres du Parti. C'est dans cette période que le grand journal démocratique, le populaire *Jurnalul de Dimineata*, fut supprimé à cause de son indépendance. Les deux autres journaux indépendants, *Semnalul* et *Adeverul*, se transformèrent en organes crypto communistes. La presse d'opposition, le journal national paysan *Dreptatea* et le journal libéral *Liberalul* furent supprimés par un procédé ingénieux : le refus des ouvriers typographes de les imprimer, SUR ORDRE. Sous le mot d'ordre de concentration de la presse, un grand nombre de journaux de la capitale et de province furent obligés de suspendre leur parution.

Avec l'offensive du Kominform, les derniers journaux qui avaient échappé au plein contrôle du P.C. furent suspendus. La presse fut directement soumise à la direction du ministère de l'Information. Avec la fusion des partis ouvriers, la presse socialiste de province, connue pour ses velléités d'indépendance envers le P.C., fut liquidée, et l'ancien organe officiel du parti socialiste devint, sous direction communiste, le journal du soir du parti unifié. Subsistèrent uniquement les journaux communistes et apparentés.

La physionomie des journaux paysans a bien changé et, étant donné la très petite différenciation qui existe parmi eux, ils sont en train de se rapprocher du type du journal soviétique : éditoriaux commandés sur un problème fixé par une norme gouvernementale ; informations sur les mesures administratives et les nouvelles lois ; correspondances ouvrières sur le stakhanovisme, aide soviétique, etc., correspondances paysannes sur la lutte contre les koulaks et l'ensemencement.

**CHEMINOTS ABSTENEZ-VOUS
PAS UN BULLETIN
pour les collaborateurs du patron
COLLABORER C'EST CAPITULER
ABSTENTION !**

Grande Soirée Artistique

Samedi 12 mars, à 20 h. 30, Salle Susset, 208, quai de Valmy, Paris-10^e (métro : Jaurès). GRANDE SOIREE ARTISTIQUE, avec le concours assuré d'artistes renommés, suivie d'un bal de nuit, avec le célèbre orchestre José Willant.

Du chant, de la musique, de la satire, de l'acrobatie.

Dix billets de la Souscription Nationale de la C.N.T. donnent droit à une carte d'invitation gratuite.

En vente au « Libertaire ».

LE COMBAT SYNDICALISTE
No 10 est paru

Passes immédiatement vos commandes ainsi que vos règlements après la vente à Joffin R., 75, rue du Poteau, Paris (18), C.G.P. Paris 3298-21.

ABONNEZ-VOUS : 12 numéros 110 fr.

Le Gérant : M. JOFFIN

Imp. Centr. du Croissant, Paris-2